

BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Missions pour le quinquennat

Le travail doit mieux payer

Des entreprises plus compétitives et plus innovantes

Des entreprises plus justes

Reconquête industrielle

Maîtrise de nos finances publiques et respect de nos engagements européens

Une Europe souveraine, qui protège

Promotion du multilatéralisme et de la réciprocité dans le domaine commercial

Promotion de la fiscalité du XXI^e siècle

Protection des consommateurs

Les actions en quelques mots

Le travail qui paie

Baisse des impôts et baisse des dépenses publiques

Justice fiscale (GAFA)

Souveraineté économique et technologique (au niveau national et européen)

Lever les obstacles au développement de nos entreprises (PACTE)

MAÎTRISE DE NOS FINANCES PUBLIQUES ET RESPECT DE NOS ENGAGEMENTS EUROPÉENS

Baisse de la charge de la dette, des dépenses publiques et du déficit public sous les 3% en 2017, 2018 et 2019, hors transformation du CICE en baisse de charges : réforme des CCI : 500 millions d'économies sur le quinquennat ; baisse de la dépense publique sur le logement ; diminution du nombre de contrats aidés

Les mesures concrètes

PROMOTION DU MULTILATÉRALISME ET DE LA RÉCIPROCITÉ DANS LE DOMAINE COMMERCIAL

Soutien à la réforme de l'OMC

Décision européenne de contre-mesures aux mesures américaines sur l'acier et l'aluminium

1 323 décisions d'investissement en 2018 (+2%)

après une année 2017 en forte hausse, il n'y a jamais eu autant de projets d'investissements étrangers en France (source : Business France)

Les industriels français ont l'intention d'augmenter de **11%** leurs investissements en 2019 (source : INSEE)

3 emplois menacés sur 4 dans l'industrie ont été sauvés

depuis 2 ans

Sur 10 sites industriels menacés, plus de 9 sont sauvés

depuis 2 ans

Pour la première fois depuis plus de 10 ans

la France recrée des emplois industriels et ouvre plus d'usines que ce qu'elle n'en ferme

UNE EUROPE SOUVERAINE, QUI PROTÈGE

Consolidation de la zone euro : accord franco-allemand de Meseberg et création d'un budget de la zone euro

Lancement du premier « projet important d'intérêt européen commun » dans la nanoélectronique, dont la partie française représente 5 Mds d'€ soutenus à hauteur d'1 Md d'€ par les pouvoirs publics et permettra par exemple de développer les micro-contrôleurs du véhicule autonome et connecté

Création d'une filière franco-allemande de production de batteries pour le véhicule électrique

Création de l'INSTEX, en réponse aux mesures extraterritoriales américaines

Renforcement du contrôle des investissements étrangers en France

PROMOTION DE LA FISCALITÉ DU XXIÈME SIÈCLE

Taxe nationale sur les grandes entreprises du numérique

Projet de taxation minimale à l'échelle internationale portée lors de la présidence française du G7 Finances

Développement de la finance verte avec la création des produits d'épargne plus verts (LDDS, assurance-vie) et avec la charte des investisseurs publics pour le climat

RECONQUÊTE INDUSTRIELLE

Plusieurs succès sur des entreprises en difficultés : Ascoval, Arc, Fonderies du Poitou, GM&S ou sur des projets d'investissements industriels créateurs d'emplois : AGCO, Häagen-Dazs, AstraZeneca

Création d'un fonds de 10 milliards d'euros pour l'innovation et l'industrie afin d'investir dans des technologies de rupture, et déjà 5 grands défis retenus dans l'intelligence artificielle, le stockage d'énergie, la bioproduction etc

Création d'un suramortissement de deux ans pour que les PME industrielles se digitalisent et se robotisent

Relance du conseil national de l'industrie (CNI) et labellisation de 18 filières industrielles portant des projets structurants pour l'industrie en matière d'innovation, de formation et d'internationalisation

Lancement de l'initiative « Territoires d'industrie » qui offre un accompagnement et des financements dédiés à des territoires dans lesquels l'activité industrielle est particulièrement structurante

Manifeste franco-allemand pour une politique industrielle européenne du XXIème siècle

LE TRAVAIL DOIT MIEUX PAYER

Un salaire net plus élevé : suppression des cotisations assurance maladie et chômage ; suppression des cotisations sur les heures supplémentaires et défiscalisation ; prime exceptionnelle défiscalisée : suppression du forfait social sur l'intéressement pour les entreprises de moins de 250 salariés et sur la participation pour les entreprises de moins de 50 salariés

Baisse de la fiscalité sur les ménages : suppression de la taxe d'habitation ; baisse d'impôt sur le revenu à hauteur de 5 milliards d'euros pour plus de 15 millions de foyers fiscaux

850 € de gains supplémentaires

par an et par ménage en 2019 (source : OFCE avant les annonces du Président de la République sur l'impôt sur le revenu)

Près de 18 milliards d'€ de baisse des prélèvements obligatoires

sur les ménages en 2018-2019 : pour la 1^{ère} fois depuis 2007, les ménages vont donc bénéficier d'une baisse de prélèvements obligatoires

500 000 créations d'emplois

depuis 2 ans

+ de 8 000 artisans et commerçants

ont bénéficié d'un report de charges fiscales et/ou sociales au titre de l'accompagnement des entreprises dont l'activité est fragilisée par le mouvement des gilets jaunes

**DES ENTREPRISES PLUS
COMPÉTITIVES ET PLUS
INNOVANTES**

Réforme de la fiscalité du capital : PFU, création de l'IFI et suppression de l'ISF pour un meilleur financement de nos entreprises

Baisse de l'impôt sur les sociétés à 25% en 2022

Vote définitif de la loi PACTE pour simplifier la vie des entreprises, de leur création jusqu'à leur transmission, en passant par leur financement : simplification des seuils ; refonte de l'épargne retraite ; renforcement du PEA-PME et de l'actionariat salarié ; renforcement du lien entre la recherche publique et les entreprises avec des mesures en faveur de la mobilité des chercheurs du public vers le privé et la création d'entreprises par des chercheurs

Baisse du coût du travail : transformation du CICE en baisses de charges pérennes

DES ENTREPRISES PLUS JUSTES

Modification du Code civil et du Code de commerce : pour avoir la possibilité de définir une raison d'être à son entreprise et de renforcer la prise en considération des enjeux sociétaux et environnementaux

Développement de l'intéressement et de la participation

Obligation de déclaration de l'activité du conjoint travaillant au sein de l'entreprise

Renforcement des sanctions pour respecter la parité dans les conseils d'administration

**PROTECTION DES
CONSUMMATEURS ET DES
FOURNISSEURS**

Frais d'incident bancaire : plafonnement pour les ménages les plus modestes

Mutuelles santé : possibilité de résiliation infra-annuelle des contrats

Mesures visant à favoriser la concurrence pour réduire les prix en matière de permis de conduire et de pièces détachées automobiles

Suppression de l'additif E171 dans les denrées alimentaires à partir du 1^{er} janvier 2020

Amendes de 10 millions d'euros à Amazon pour pratiques abusives envers ses fournisseurs

1^{ères} amendes tenant compte de l'augmentation du plafond de l'amende en cas de délais de paiement

Couches : application des recommandations formulées par l'ANSES, étiquetage obligatoire de la composition des couches et élimination des substances allergisantes

À retenir sur les 12 derniers mois

Baisse de la fiscalité pour les ménages et les entreprises

Vote définitif de la loi PACTE pour simplifier la vie des PME et artisans, de leur création jusqu'à leur transmission, en passant par leur financement

Reconquête industrielle

Vote de la taxe nationale sur les grandes entreprises du numérique (Assemblée nationale)

Création du fonds pour l'innovation et l'industrie

Création d'une filière européenne de production de batteries pour les véhicules électriques

Consolidation de la zone euro

Présidence française du G7 Finances : lutte contre l'évasion fiscale (taxation minimale)

Déploiement d'une stratégie d'attractivité pour favoriser la localisation d'activité en France

L'impact du grand débat sur notre action

Réindustrialiser le territoire pour résorber la fracture sociale et territoriale

Accélérer la baisse des impôts des ménages

Valoriser davantage le travail

Protéger davantage les ménages au niveau national et européen

Les priorités pour 2019

Baisse des impôts et son financement

Partage de la valeur (prime exceptionnelle, intéressement et participation)

Pacte productif 2025

Orienter les financements publics et privés vers la transition écologique